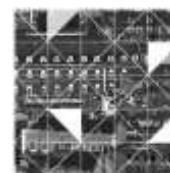

CIDADES, Comunidades e Territórios



« Nous étions en ville, nous sommes maintenant en brousse ! » :

**l'expérience du déguerpissement d'une femme âgée à Ouagadougou
(Burkina Faso).**

George Rouamba¹, Université de Bordeaux, France.

Résumé

L'espace urbain est l'objet de multiples modifications, occasionnant des mobilités intra-urbaines. Le déguerpissement, en tant que forme de délogement forcé et subi s'institutionnalise dans les politiques urbaines depuis la révolution de Sankara. Une étude de cas concret d'une femme âgée, déguerpie de Zangouettin à la « Trame d'Accueil 2000 » a permis de saisir l'expérience du déguerpissement. Les noms des lieux et des édifices structurant les mémoires de l'ancien quartier s'inscrivent dans une histoire individuelle et collective de la ville. L'installation dans le nouveau quartier entraîne d'une part le passage de la famille lignagère à la famille conjugale et d'autre part à l'émergence d'une nouvelle forme de pauvreté qui fait appel à l'élaboration de multiples initiatives personnelles pour réinventer une nouvelle identité.

Mots clés: déguerpissement, femme âgée, identité, territoire, ville, famille.

Cet article vise à discuter de la relation entre la mobilité résidentielle subie, imposée et la reconstruction identitaire. Comment le déguerpissement est vécu par une femme âgée sans pension de retraite ? Que pense-t-elle du changement subi de domicile ? Comment fait-elle pour s'adapter à la nouvelle vie ? C'est à ces questions que je me propose de répondre à partir des données collectées à des périodes différentes pendant quatre années au cours de plusieurs entretiens et observations dans une famille. Cette ethnographie de la famille vise à rendre compte la trajectoire individuelle après un changement de résidence. C'est moins pour témoigner de son originalité que pour souligner l'exemplarité du déguerpissement : exemplarité de désaffiliation sociale, d'appauvrissement mais surtout l'exemplarité de la réinvention d'une nouvelle identité à la vieillesse. Exemplarité qu'illustre à cet égard pleinement le cas de Sarata, une veuve de 67 ans délocalisée dans un nouveau quartier me permet de questionner le bien être et l'être au territoire.

¹ a rouambageorge@hotmail.com.

Le déguerpissement dont je vais évoquer ici, doit être replacé dans un contexte d'une politique urbaine du territoire dont la révolution de Sankara (1983-1987) est porteuse.

1. La politique urbaine de la révolution : changer l'image de la capitale

Les grandes lignes de la politique urbaine dont je décris quelques aspects visent à montrer la permanence du déguerpissement (Jaglin, 1995a, 1995b; Biehler, 2006) dans les modalités de gestion du territoire. Porteuse d'une ambition de modernisation de la capitale, la révolution procède à une disqualification politique des anciens quartiers historiques et centraux. A ce titre, elle demeure dans la mémoire collective, une période de radicalisation des formes d'opposition, parfois brutales et ouvertes autour de la gestion foncière entre une jeunesse fougueuse (révolutionnaires) et les anciens (chefferie traditionnelles), propriétaires fonciers.

1.1 La rupture avec l'ordre ancien dans la gestion du territoire

La révolution survient après une succession de crises politiques. De 1980 à 1983, trois coups d'état militaire rythment la vie politique nationale. Après le comité militaire pour le redressement national (CMPRN) de 1980 à 1982 présidé par le colonel Saye Zerbo, suivi du conseil national pour le salut du peuple (CSP) de 1982 à 1983, dirigé par le médecin commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, la révolution du capitaine Sankara survient dans la nuit du 4 Août 1983. Les nouveaux dirigeants se caractérisent par leur jeunesse (30 ans d'âge moyen), leur volontarisme politique qui se manifeste par de nombreux « mots d'ordre ». L'espace politique brille durant cet intermède de la vie collective par l'absence d'espace de contestation politique (Guissou, 1995). La volonté de rupture d'avec l'ordre ancien se manifeste non seulement par le changement de nom du pays (la Haute-volta devient le Burkina Faso) mais aussi par une option claire et précise d'une politique de décentralisation qui consacre l'organisation du territoire en quatre catégories de collectivités : le village, la commune, le département et la province (Ouattara, 2007). Chaque collectivité territoriale est dotée d'instance et d'organes élus : le comité de défense de la révolution (CDR) chargé respectivement de collecter les besoins des populations, de résoudre au niveau local les problèmes liés à l'accès aux services sociaux de base ; le tribunal populaire de réconciliation (TPR) s'occupe de juger les délits mineurs (Fournet, et al, 2008). Les indicateurs de développement connaissent une nette progression dans les domaines de la santé, de l'éducation, et de l'économie (Sissoko et al, 1999). Cependant, la cohésion sociale prend un coup avec la conflictualisation quasi permanente des rapports sociaux entre les cadets (révolutionnaires) et les aînés (les anciens dignitaires et les chefs traditionnels). Les nouveaux organes de gestion se substituent aux aînés et aux chefs traditionnels en matière de résolution des conflits familiaux. Les chefs traditionnels sont qualifiés « (...) de simples camarades (...) de forces rétrogrades, tenues pour responsables de la situation d'arriération économique et culturelle » (Beucher, 2010 :44). Les aînés sociaux, incarnés dans la bourgeoisie, la chefferie coutumière, les syndicats et les partis politiques sont qualifiés des ennemis de la révolution (Marie, 1999).

Avec l'option de la décentralisation, Ouagadougou, la capitale connaît un statut particulier avec l'avènement de la révolution. La nouvelle réorganisation du territoire urbain en cinq arrondissements (aujourd'hui en douze) regroupe non seulement les trente secteurs mais aussi les dix sept villages périphériques. Les limites de la commune et celles de la province du Kadiogo se confondent au point de supprimer de fait la ville de Ouagadougou. Dès lors, la ville se caractérise par une grande hétérogénéité du territoire urbain, composé de quartiers centraux et historiques, de quartiers commerciaux, de nouveaux quartiers résidentiels et des zones non loties en périphérie. Certains quartiers vont se voir être mis en marge dans le cadre de la politique urbaine.

1.2 La disqualification politique des quartiers centraux et historiques

La politique d'offre de l'habitat social est lancée pour améliorer les conditions matérielles de logement des ouagalais et particulièrement des fonctionnaires. Les slogans « une famille, un toit » et « un ménage, un logement » furent les thèmes fondateurs de la politique urbaine de la révolution (Jaglin, 1995a). Pour ce faire, quelques faits importants structurant le processus de disqualification politique des lieux de résidence méritent d'être rappelés.

La construction de logements « sociaux » pour permettre à chaque burkinabè d'avoir un logement décent et agréable (Marie, 1999) car les conditions d'insalubrité des quartiers centraux ne sont guère satisfaisantes en matière de bien être (Biehler, 2006). Les dispositifs de confort (eau, électricité, WC) sont presque inexistantes : 28% des logements sont en matériaux durables, ou mixtes (*banco*² et ciments) équipés d'eau et/ou d'électricité ; la majorité des logements (72%) faits en matériaux précaires n'est pas équipé en eau, ni en électricité et parfois est sans une toilette (16%) (Compaoré, 1993). Les rues sont étroites. L'insuffisance de canaux d'évacuation des eaux usées amènent les résidents à jeter les eaux usagées dans la rue. C'est également dans la rue que l'on vanne le maïs ou le sorgho pour fabriquer la farine de *tô*³. Dans ces conditions, la circulation dans les rues devient difficile. Pendant les saisons de pluie, les marigots et les caniveaux saturés et/ou obstrués renferment de la boue noirâtre et nauséabonde et se transforment en véritables nids de vecteurs de maladies comme le paludisme, les filarioses, la bilharziose. Cependant, ce sont les quartiers « ambiacés de Ouagadougou » (Fourchard, 2000 :210) et ils constituent également zones commerciales historiques (Fourchard, 2000). Ces quartiers requalifiés comme des zones hors normes ne cadrent plus avec le discours politique emprunt de modernité, de progrès et de développement de la capitale (Biheler, 2006).

L'embellissement de l'espace urbain est lancé à travers le slogan « opération ville propre ». Dans chaque quartier des travaux d'intérêt communs (nettoyage des lieux publics, curage des canaux obstrués) sont organisés par les résidents sous la supervision des CDR. Les murs des habitations sont peints en peinture blanche, donnant une couleur blanche à la ville, très vite salie par l'harmattan chargé de la poussière pendant la saison sèche.

Les lotissements « commando » en référence aux autorités militaires de l'époque et à la rapidité avec laquelle sont effectuées les opérations de lotissement (Fournet, et al, 2008) visent à offrir à chaque ménage une parcelle pour construire un logement. Rompant avec la méthode de lotissement de la Banque mondiale, très longue et coûteuse en études de faisabilité, des terrains nus sans aucun système d'assainissement, ni un réseau d'adduction d'eau, ni un réseau électrique sont attribués aux habitants contre un droit d'entrée de 25.000 f (40€) et une taxe foncière de 300 f CFA (0,5€) le mètre carré.

La rénovation du centre ville se déroule en trois étapes. D'abord la construction des cités An II, An III, An IVA et les 1200 logements est organisée au profit de la petite et moyenne bourgeoisie, peu favorables à la révolution (Marie, 1999; Biehler et Le Bris, 2010). Pour ce faire, quelques 30.000 personnes sont déguerpies de façon spectaculaire des vieux quartiers peuplés et commerciaux du centre ville : Peuloghin, Zogona, Ipelse, Baoghin et Bilbambili (loti en 1932 près de la gare). Les déguerpis sont installés sur des parcelles de 250-300 m² vers des trames d'accueil (secteur 28, Signoghin) (Fournet et al, 2008)

Puis, la construction du marché central « Rood Wooko » débute en 1987. Les commerçants sont déguerpis à l'aide des bulldozers sans concerter la chefferie traditionnelle (Guissou, 1995), propriétaire légitime du marché.

Pour terminer, le projet *Zaca*, signifiant en langue locale moore la concession, la maisonnée est un ambitieux projet dont l'objectif vise à transformer la « vieille ville » en un centre commercial et administratif moderne afin de renforcer le pouvoir politique de la capitale (Marie, 1999). Pour ce faire, au nom de l'utilité publique, quelques 12.500 individus occupant les 1.600 parcelles (Biehler, 2006) des vieux quartiers de Kiedpalogo, Zangouettin, une partie de Koulouba et de Kamsaoghin (Biehler, Le Bris, 2010) sont déguerpis pour être installés définitivement dans un site d'accueil nommé « trame d'accueil Ouaga 2000 ». L'opération de

² Matériau de construction traditionnel, constitué de latérite, signe de pauvreté en milieu urbain.

³ Pâte faite à base de farine de maïs, de sorgho ou de petit mil et qui se mange avec une sauce. C'est le plat le plus populaire dans l'art culinaire du Burkina Faso.

déguerpissement commence en septembre 2003 et se termine en janvier 2004. En guise de dédommagement, l'Etat rachète les terrains en 25.000 F cfa (40€) à 50.000 F cfa (80€) le mètre carré. Les parcelles qui sont au bord d'une grande rue ont plus de valeur que celles se trouvant à l'intérieur du quartier. Le montant équivalent à la valeur de la parcelle est versé dans le compte bancaire du propriétaire direct ou d'un représentant de la famille. Les règles de partage entre les ayant-droits ou la définition d'un commun accord de l'utilisation de l'argent incombent à celui qui reçoit le chèque. Parallèlement, les habitants des anciens villages de Lanoaga yiri et de Kosyam sont à leur tour déguerpis et installés sur des parcelles nues dans le village de Balkoui. La plupart des déguerpis sont des autochtones ou des néo-citadins (fonctionnaires de l'administration, commerçants) installés dans cette zone au lendemain de l'indépendance de 1960. Sur des parcelles de grandes superficies, la cour familiale regroupe plusieurs générations de pères et de fils et sert de tombeaux familiaux des générations précédentes, et de «*zan boko*⁴» (litt. trous du placenta) de la descendance. Dans ce contexte, le changement forcé de domicile pour une personne âgée a des effets sur les nouvelles conditions concrètes d'existence. Avant de présenter la femme âgée, je vais décrire le nouveau quartier d'accueil dans lequel une expérience singulière de vieillir se déploie.

1.3 La trame d'accueil Ouaga 2000

En ce vendredi 2011, je marche dans le quartier, dénommé « trame d'accueil Ouaga 2000 » et je me souviens qu'il n'y a pas longtemps, ce lieu s'appelait « Lanoaga-Yiri », un village comme tant d'autres situé à la périphérie de la capitale. Localisé dans la zone C de quartier Ouaga 2000 (subdivisé en trois zones en fonction du standing de construction : zone A, zone B et zone C), la trame d'accueil de Ouaga 2000 est située à moins de cinq kilomètres de la présidence du Faso. Aujourd'hui, dans ce quartier la plupart des chefs de ménages sont des personnes âgées, ayant occupées de fonction administrative (première génération de fonctionnaire) ou les anciens notables, commerçants du centre ville. Dans la journée, les rues sont silencieuses puisque les jeunes qui habitent toujours avec leurs parents vont travailler au centre ville. Les terrains inoccupés et destinés à des infrastructures publiques (réserves), sont spontanément occupés par des mosquées et des églises évangéliques. Certaines maisons d'habitation sont transformées en temples. Le marché du quartier s'est installé progressivement au milieu du quartier. Un centre de santé et de promotion sociale est également érigé pour la prise en charge sanitaire des habitants depuis le 27 février 2006. Sur le plan de la localisation géographique, deux rues principales encadrent le quartier au Nord et l'Est (la nationale 5 et la rue 15). Sur le long de la rue 15 conduisant vers l'Ambassade des Etats-Unis à Ouagadougou, se dressent des immeubles de quatre étages servant de services privés. Sur la même rue, se trouve le légendaire bar « le lido bar » qui accueille une clientèle de toute catégorie sociale. Ce bar fondé en 1964 par un vendeur de glace était une simple buvette appelée « Sougrinooma ». En 1972, la buvette est transformée en bar du nom de « lido bar », un des premiers bars de la capitale et jadis localisé en centre ville. A gauche de la route nationale n.°5 communément appelée « route de Pô », se trouve le village Guinsa, aujourd'hui devenu un bidonville. Les maisons en ruine rappellent l'inondation du 1^{er} septembre 2009, dont les citoyens se souviennent. Une forte animation règne les jours de marché du village. Les cabarets de *dolo* (bière locale), les étalages de condiments, les restaurants de fortune, le son des *tamtams* et des balafons donnent l'image d'une fête foraine à la localité. Une bâtisse en construction depuis plus de trente ans, est transformée en bar, où l'on trouve du porc au four, un mets très prisé des ouagalais. Un peu plus à l'intérieur de la zone non lotie, l'école du village qui a résisté à l'inondation accueille des bambins venant de tous les coins. Cette partie de la « trame d'accueil » présente l'aspect d'un village. Cet espace social contraste avec les grands bâtis de la « trame d'accueil ». La boulangerie, le bar « la capitale » s'ouvrent sur de grandes villas et des habitats de différents standing. Le centre de formation des aveugles et mal voyants « nongtaaba litt. Aimons nous les uns les autres » est le seul vestige de l'ancien village de Lanoaga-Yiri. D'ailleurs celui-ci est transformé en une auberge moderne dotée d'une connexion Wifi pour Internet, une salle de formation, une piscine qui reçoit les enfants de la nouvelle classe des riches de Ouagadougou les après midi de jeudi et les jours non ouvrables (samedi et dimanche). C'est dans ce nouveau quartier que je fais la connaissance de Sarata, une veuve née en 1944, déguerpie après 60 ans de vie passée dans le quartier Zangouettin.

⁴ Le placenta du nouveau né est enterré par les vieilles femmes dans un trou creusé derrière la maison du père pour marquer la paternité et l'identification à la résidence.

1.4 La rencontre avec une femme âgée déguerpie de Zangouettin

De taille moyenne, de corpulence normale, elle porte les scarifications qui l'identifient au groupe ethnique « *moose* ». Elle s'habille habituellement en (*boubou*) communément appelé « *soutra fani* » (litt. en langue locale dioula, un habit qui cache la honte) et qui descend jusqu'aux chevilles ; un foulard sur sa tête marque son adhésion à la religion musulmane.

L'habitation de Sarata présente l'aspect d'une cour toujours en construction sur deux parcelles contigües. Les murs ne sont pas encore enduits de ciment et laissent voir les briques en parpaing. Une retenue d'eau construite en briques pour les travaux de maçonnerie est toujours visible dans un coin de la cour. Un peu plus loin, quelques pieds de maïs, de gombo et d'oseille occupent la partie nue de la parcelle où une première entrée principale est fermée par un empilement de briques. Dans la partie construite, plusieurs bâtiments forment une habitation collective. La deuxième entrée principale est munie d'un portail de couleur rougeâtre. A l'intérieur, à droite se trouve un tas de foin pour les animaux. A gauche, se trouve la maison du fils aîné, âgé de 52 ans, un cadre de l'administration publique qui travaille dans une autre ville. La maison occupe une grande superficie, laissant présager deux ou trois chambres à l'intérieur. Dès le portail, le visiteur aperçoit les fauteuils rembourrés, qui sont dans le salon. Un peu plus avant, se trouve une maison de dix tôles qui sert de magasin. Au moment de l'enquête, elle est transformée en maison d'accueil pour un jeune sans domicile. Juste au dos de cette petite maison, se trouve l'enclos des brebis. Un espace libre servant de cuisine jouxte ce dernier. Un peu plus vers l'avant de la cour, se trouve un bâtiment, où est logé un couple de locataires. Une vieille voiture, de marque Toyota qui semble ne plus être en état de marche est déposée dans une partie de la cour. A droite de ces bâtiments, se tient la maison de Sarata. Avant d'accéder à l'intérieur de la maison, le visiteur traverse une terrasse entourée d'un petit muret en ciment. Cet aménagement a été fait après le retour de la Mecque pour une cérémonie d'action de grâce à Dieu, appelée le Doua. Elle constitue un moment de grande fête pour « remercier Dieu de l'assistance durant le pèlerinage » et aussi pour communier avec les parents. Elle est également une mise en scène publique d'une nouvelle nomination de la personne qui change de statut social. Sarata est appelée désormais dans la communauté « *Adja Sarata* » et elle est vue comme une « personne sage ». Une grande porte métallique s'ouvre dans le salon d'où l'on voit les rideaux blancs aux deux entrées des chambres. Pas d'équipement spécial : une photo de Sarata est fixée au milieu du mur, des nattes enroulées et déposées dans un coin et une vieille table sur laquelle sont disposés des plats empilés.

Sarata vit avec ses deux belles-filles. La première belle-fille, Kaditiatou, 23 ans a interrompu ses études en classe de quatrième. Elle s'occupe aujourd'hui des travaux de ménage. Mariée au troisième garçon de Sarata, le couple a une fille de deux ans. La seconde belle-fille, Samira, âgée de 22 ans a été déscolarisée dès le cours moyen. Elle gagne sa vie en vendant des habits de nourrisson. Elle est mariée au quatrième garçon de Sarata, un commerçant de vêtements au grand marché de Ouagadougou. Ce couple a un garçon de trois ans. Deux petits-enfants de son défunt fils, âgés de onze ans et quatorze ans sont respectivement en cours moyen et au collège. Le fils cadet, issu du second mariage de Sarata (après le décès de son mari) que je rencontre rarement à la maison vient d'échouer au baccalauréat. Un garçon d'environ vingt cinq ans que Sarata présente comme un sans-abri qu'elle a accueilli complète les membres de la cour.

Sarata tient un commerce de charbon. Elle élève des moutons et pendant la saison hivernale, elle cultive un champ de mil et d'arachide derrière la Présidence du Faso. Dans la journée, elle passe son temps devant l'étalage de charbon, assis sous l'ombre de l'arbre implanté devant le portail. Et là, elle me raconte l'histoire du quartier de Zangouettin qui permet d'appréhender son parcours de vie.

La description de ma rencontre avec cette femme âgée va s'articuler autour de deux parties principales. La première partie retrace les mémoires du quartier dans lesquelles s'inscrivent les différentes étapes du parcours de vie. Dans la seconde partie je vais discuter des effets du déguerpissement sur l'expérience de vieillir.

2. Mémoires du quartier Zangouettin

La mémoire du quartier Zangouettin (ancien lieu de résidence) est récitée au travers de l'évocation des bâtiments de l'époque. Les récits sur le « vieux marché central », la « mosquée » mettent à jour les formes d'appropriation et d'identification au territoire.

2.1 Les formes d'appropriation et d'identification au territoire

Le « vieux marché » évoque pour elle son statut socio-économique de femme prospère. Elle a un commerce au marché de Zangouettin dont la rentabilité lui permet de mener une vie décente. Elle raconte qu'elle s'est spécialisée dans la vente des condiments des ibos « ethnie nigériane ». Elle compare les régimes alimentaires entre le passé et le présent pour décrire sa situation économique actuelle. Elle parle des nouveaux assaisonnements comme les « cubes maggi » qui provoqueraient les « nouvelles maladies ». Elle donne un exemple de mode de préparation d'un mets du passé : elle utilise de la viande, du soubala (assaisonnement parfumé et riche en sels minéraux fait à base des graines de néré) et une grande quantité de légumes. Quelques fois, pour rendre la sauce plus appétissante elle ajoute de la poudre de graines de coton. Les graines sont d'abord lavées, pilées, filtrées avant son introduction dans la sauce. Puis, elle ajoute du beurre de karité et du piment. La qualité du repas dont Sarata décrit laisse percevoir un statut social de privilégié. C'est pourquoi la description détaillée de la préparation des aliments apparaît dans le discours de la femme comme une matrice d'interprétation actuelle de la pauvreté vécue au quotidien. L'incapacité de se nourrir, convenablement renvoie à une faible possession sociale minimale, qui est constitutive d'une certaine forme de précarité (Le Blanc, 2007). Cette perception de la condition sociale ne peut être dissociée du contexte familial dans lequel s'inscrit une forme de production d'un type de femme dont la mosquée symbolise l'éducation à la vie familiale et religieuse, le mariage et le rôle de son père.

La mosquée rappelle son éducation religieuse et familiale. A la petite enfance, elle est confiée à la coépouse de sa mère qui est la (*bipul kasga* litt. la fille-ainée) du Moogho Naaba-Koom, roi du royaume de Ouagadougou pour son éducation. A cette époque l'éducation de la fille aux dires de Sarata se concentre sur l'apprentissage des travaux domestiques dans la journée, et la lecture du Coran dans la nuit jusqu'à l'âge de dix ans. La phase d'adolescence et l'âge du mariage se confondent. Ainsi elle n'a pas connu beaucoup de choses du monde « *douni yeela* » (litt. Problème du monde) en évoquant la sexualité hors mariage. Le mariage « précoce » était une pratique valorisée de l'époque et elle dit ceci : « si tu as quatorze ou quinze ans, on te donne en mariage ». Effectivement, elle est mariée à l'âge de quatorze ans à un commerçant de son quartier avec lequel elle a quatre enfants. Parallèlement à son rôle de mère, Sarata exerce une activité commerciale florissante au marché central dans la pure tradition familiale.

Son mari souffrant de drépanocytose (*kam werse* en langue moore) meurt au bout de quelques années. Après le décès de celui-ci, elle est donnée en mariage au petit frère de son mari. Avec ce dernier, elle a trois enfants, mais au bout de quelques années, le couple est disloqué parce qu'elle estime que ce dernier ne l'aide pas dans l'éducation de ses enfants. Elle ironise en disant qu'elle ne « fait que accoucher des enfants ». Cette prise de liberté a un coût social. Les aides dont elle est en droit d'attendre de la famille conjugale pour l'éducation de ses enfants se tarissent et elle est obligée d'avoir recours à l'aide de son père pour supporter les charges familiales.

Le récit sur les édifices collectifs met en lumière non seulement la dimension mémorielle du territoire mais aussi son caractère habitable. En effet, un espace habitable est un lieu ouvert qui permet des issues, des moyens de sortir et de rentrer (Certeau (de), 1990). Le souvenir agréable avec lequel, Sarata évoque chacun de ces édifices symbolise la mobilité à l'intérieur du quartier où au cours de son déplacement quotidien, elle rencontre des « *mitba* » (litt. connaissances). Les « *mitba* » ne se réduisent pas seulement sa famille composée d'une quarantaine de personnes, mais aussi au voisinage, aux camarades du marché, à ses amis d'enfance. Aussi, le déguerpissement engendre une rupture de l'insertion urbaine relationnelle et une recomposition du patrimoine

foncier. Cette situation de mobilité résidentielle imposée génère actuellement une douleur qui ravive celle du passé.

Les souvenirs douloureux trouvent leurs sources dans les multiples conflits familiaux et des décès des proches. Le partage de l'héritage à la suite du décès de son mari a été un motif de tension et de conflits entre les frères consanguins. Aussi se plaint-elle que ses enfants n'ont pas eu d'héritage car le fils-ainé (enfant de sa coépouse) aurait accaparé tout l'argent de son défunt mari. Ce conflit qui date d'une vingtaine d'années est toujours vivace dans la mémoire familiale puisqu'elle raconte ce fils-ainé ressentirait toujours la honte au point qu'il vient rarement lui rendre visite. C'est à demi-mot que Sarata associe le décès de son fils à l'épouse de l'ainé. Celle-ci est une « gourounsi de *Pô* » (elle insiste sur le mot), perçue comme une étrangère pour son ethnie. En plus du décès de son mari, elle perd en 2002 un de ses garçons, âgé de vingt cinq ans. Elle donne une description de l'état de la maladie de son enfant en ces termes :

« Il avait maigri, il faisait la diarrhée, il était devenu (silence, elle secoue la tête)... les autres enfants ne voulaient pas que je le vois. Et un jour, j'ai pris la décision et je me suis rendu à l'hôpital. Quand je l'ai vu, Ouh ! Je me suis évanouie » (Entretien, novembre 2011)

La mort de ce fils se situe avant l'introduction du traitement antirétroviral dans la prise en charge du sida au Burkina. La description de la maladie évoque le sida. Pourtant, en aucun moment de nos entretiens, Sarata n'évoque cette maladie. La profondeur de la douleur est toujours vivace (de longs silences ponctuent nos échanges) au point de remettre en surface les querelles familiales.

2.2 Zangouettin : un quartier habitable

Au travers les mémoires du quartier, la notion d'esthétique du territoire devient une catégorie politique. La disqualification du territoire par le pouvoir public est justifiée par le fait que la zone serait devenue un milieu insalubre, peu propice à une qualité de vie. L'image politique de la ville est alors ternie, d'où la nécessité de la reconstruire. Dans cette posture, un territoire esthétique renvoie aux conditions matérielles de logement, au niveau de la qualité des infrastructures. Pourtant le silence observé par la femme sur ces conditions matérielles au cours de nos entretiens, rappelle que l'expérience vécue du territoire se réfère plus aux liens sociaux tissés sur une longue durée, à l'ancrage dans une communauté. Pour cette femme âgée, la dimension esthétique du territoire met la primauté de l'existence de liens sociaux durablement tissés au niveau local que sur le cadre physique dans lequel les relations humaines se construisent. C'est au prisme de cette identification au territoire, qu'il faut interpréter la fierté de Sarata de dire qu'elle « est née et grandie à Zangouettin ». Elle revendique par ces mots son appartenance à un territoire qui signifie qu'elle connaît et elle est connue du milieu non seulement par certains habitants mais aussi par le pouvoir politique traditionnel. N'a-t-elle pas été confiée à son enfance à la fille aînée du « *Moogho Naaba* »? L'habitabilité d'un territoire renferme alors l'offre « des possibilités suffisantes de création et d'adaptation aux individus pour se l'approprier » (Blanc, 2010: 170).

La mémoire du quartier de Zangouettin a permis d'appréhender le parcours de vie de cette femme âgée. Parcours de vie structurée autour de des récits de son enfance, de sa brève adolescence, de sa période d'adulte difficile pour éduquer seule ses enfants et de sa vieillesse. Le bien-être et de l'être au territoire se construisent autour de ses activités commerciales, de l'histoire de sa famille et de ses réseaux de sociabilités. Cette construction imaginaire et symbolique du territoire participe à la fabrique d'une localité habitable dont le déguerpissement vient remettre en cause. L'habitabilité du territoire englobe alors l'ensemble des espaces d'interaction quotidienne qui favorisent la pleine reconnaissance des individus. Cette reconnaissance s'élabore et se maintient par le biais d'une corde à trois nœuds : le sujet (reconnaissance de soi), l'altérité (reconnaissance de l'autre-ancêtres et les vivants-), et la citoyenneté (reconnaissance du pouvoir politique par l'octroi des droits).

La mémoire du quartier permet en fine de comparer les conditions actuelles à celles du passé. Elle révèle l'évolution du statut socio-économique dont je me propose de discuter dans les lignes suivantes.

3. L'expérience de l'appauvrissement et la multiplication des initiatives de survie

L'expérience de l'appauvrissement apparaît tout au long de nos entretiens. Sarata compare son niveau socio-économique actuel à celui de Zangouettin. Elle se définit désormais comme une « talga » (pauvre) que les riches (rakanré) ont exproprié de sa terre. Les termes « *rakangre* (litt. Homme qui rassemble), *ligdisoaba* (litt. propriétaire de l'argent) » sont des formes de désignation de la grandeur, la richesse, des dominants. Par opposition les mots « *nongo* (souffrance), *talga* » sont utilisés pour caractériser une situation de manque, d'infériorité, des dominés. Pour montrer sa nouvelle condition socio-économique, elle compare la qualité de son repas en ces mots :

« Je vendais de la farine, du *gari*⁵, de la potasse, des oignons, des choux, de l'huile de palme, beaucoup de choses... du poisson fumé ; j'avais une grande table de commerce. Avant je mangeais ce que je voulais, ce que je mangeais, je ne peux plus avoir cela. Un enfant ne peut pas me donner, moi je ne peux m'offrir cela, je n'ai pas l'appétit : je ne veux pas le *tô* ; tu sais que le *tô* est bon si la sauce est bonne. Si tu sais que le riz est bon si la sauce est bonne. Comme je ne peux manger, alors je préfère boire ça (*fuura*)⁶ pour que ma vie soit meilleure » (Sarata, 67, Novembre 2011)

Cet extrait sur le repas révèle une forme de souffrance qui accompagne une nouvelle expérience de la pauvreté. La délocalisation provoque un effondrement de ses activités commerciales après celui vécu lors de la construction du marché central en 1987. L'apparition de nombreuses contraintes financières fait naître en elle, un sentiment de régression de sa position sociale au point qu'elle se qualifie de « *talga* ». Cet auto-classement de Sarata en pauvre, fait dire à Kessel qui a conduit ses travaux en Argentine sur les individus appartenant à la classe moyenne que la différence dans la perception de la sévérité de la pauvreté se construit :

« Entre ce qu'on avait et ce qu'on n'a plus aujourd'hui, entre les lieux que l'on fréquentait auparavant et ceux que l'on fréquente aujourd'hui, entre la qualité d'un produit dans le passé et celle d'un autre produit à l'heure actuelle » (Kessel, 1999 :87).

Cette expérience sociale de l'appauvrissement a conduit à la multiplication de nouvelles initiatives pour s'adapter. L'incertitude sur les moyens demeure car lorsqu'il s'agit de couvrir les besoins insatisfaits, les ressources sociales ne se reconvertissent pas facilement (Kessel, 1999). Pour faire face aux contraintes économiques liées au changement, elle modifie les habitudes directement ou indirectement liées au pouvoir financier. Elle commence d'abord par modifier ses habitudes alimentaires. Puis, bien qu'elle n'ait pas auparavant cultivé, elle obtient un terrain derrière la présidence du Faso pour la culture de céréales et de légumes. Ensuite, elle met en place un élevage familial de mouton et de volaille. Enfin, elle s'engage dans un commerce de charbon de chauffe. Ces stratégies d'autonomisation financière participent à la quête du pouvoir d'agir sur son environnement (Rouamba, 2010) dans un contexte où tous les individus ne sont pas bénéficiaires d'une allocation de vieillesse.

En effet l'indexation de la pension de vieillesse au salariat (par contribution) explique pourquoi Sarata ne perçoit pas une pension de retraite. Les ouagalais identifient deux types de travail en langue locale moore: d'un côté, le « *nassare tuma* » (litt. Le travail du blanc) renvoie à un emploi qui donne droit à un salaire et plus tard à une pension de retraite. Les fonctionnaires et les employés des entreprises privées font partie de cette catégorie. De l'autre côté, le « *tumd mingué* » (litt. travail pour soi-même) désigne l'auto-emploi qui ne garantit systématiquement pas une pension de retraite. D'ailleurs, Sarata définit son travail comme « un travail sans retraite » qu'elle va exercer « jusqu'à ce qu'il n'ait plus de force de travail ». Fort de sa longue expérience dans le commerce, Sarata pense que le déclin de ses activités commerciales serait imputable à la qualité du territoire. Elle se demande comment développer une activité génératrice de revenu rentable dans une situation où « tout le monde est parti, c'est quelle femme qui est ici pour payer le charbon ? » Cette interrogation de « quelle femme ? » porte aussi sur sa propre place dans la catégorie sociale des femmes. Les femmes deviennent celles qui sont capables de se

⁵ Couscous de manioc.

⁶ Boulettes de farine délayées à l'eau.

rendre au centre ville, et qui y sont parties. Celles-ci seulement appartiennent au groupe du « monde », qui a un statut socio-économique enviable. Quant à elle, elle ne fait plus partie de ce « tout le monde » puisqu'elle s'exclut du « monde ». En effet, elle a le sentiment d'avoir vécu une mobilité sociale descendante. Elle, la fille éduquée par la fille-ainée du défunt Moogho Naaba, se retrouve réduite à cultiver pour satisfaire ses besoins de base. Ce ressenti renvoie à ce que Kessel (1999) a nommé « l'auto-classement social » dans l'expérience sociale de l'appauvrissement. Pour l'auteur dans les conditions de paupérisation, les individus ont tendance à se classer dans une catégorie sociale donnée. Il définit l'auto-classement comme « une localisation imaginaire dans la structure sociale et un positionnement par rapport aux autres groupes qui constituent le monde social » (Kessel, 1999: 85).

Cependant, ce sentiment de déclassement socio-économique se doit d'être nuancé car elle bénéficie de multiples aides provenant des solidarités familiales. Elle raconte qu'elle reçoit de l'aide de ses enfants qui lui auraient interdit de cultiver. Son voisin, un cadre de l'administration publique qui l'appelle affectueusement « ma mère » lui donne de temps en temps, cinq cents francs CFA pour « *sa cola* ». Au cours de l'année 2013, un de ses neveux lui paie son pèlerinage à la Mecque. En dépit des soutiens sociaux dont elle bénéficie, son discours sur sa situation met à jour la perte « du respect de soi » (Kessel, 1999 :84) et de l'estime de soi car elle est passée d'un statut d'aidante à un statut d'aidée. Le passage d'une position sociale supérieure à un statut inférieur engendre une forme de mélancolie, dont Cerneau (de) décrit comme « une expérience spéculative du monde, des choses qui vous quittent (et que l'on est) surpris par leur éphémère » (Cerneau (de), 1990 :89). Le discours idéalisant la vie dans l'ancien quartier révèle la difficulté de faire le deuil de sa maison, de ses amis et son quartier.

4. Une double désaffiliation sociale et territoriale

Le déguerpissement consacre la dislocation des liens sociaux et la séparation à son territoire. Cette situation renvoie à une forme de désaffiliation sociale qui recouvre deux niveaux : le premier niveau renvoie à une cassure des liens sociaux entre les individus entre eux et le second niveau se réfère à un éloignement physique non seulement de son ancien territoire de vie, mais aussi des services publics.

Le déguerpissement a été une occasion pour les jeunes enfants de s'affranchir de la tutelle des parents. Cela a engendré une nouvelle configuration de la famille. D'une famille de plus de quarante individus, elle compte aujourd'hui une dizaine de membres constitués des proches. Ainsi comme le raconte Sarata en ses termes :

« Nous ne sommes pas ensembles. Comme ce n'est pas facile (*sin ka naana*) ; chacun se cherche (*nèd fan ka na zoé baon minga*) rires ! D'autres sont dans les non loties, mariés... mais ils n'ont pas encore eu les parcelles... si on ne se sépare pas, ça va être difficile (*ed san pa welgue taaba, ka na wumdo*) » (Sarata, 67 ans)

A travers cet extrait, Sarata évoque les séparations des ménages consécutives de la délocalisation. Le montant de la parcelle est reversé par l'Etat aux propriétaires directs ou à un représentant qui se charge de déterminer les modalités de son usage. Du jour au lendemain la cour familiale qui est un bien collectif se transforme en un bien privé sous la forme monétaire. Certains résidents réalisent leur nouveau statut de « sans un logement ». Certes Sarata n'évoque pas les conflits de partage de la compensation financière, mais d'autres témoignages rendent compte de l'accapement du prix de la parcelle par un seul membre d'une famille. Des disputes, des querelles autour du partage de cet argent engendrent des déchirements familiaux. Dans notre cas, avec le montant obtenu, des parcelles sont achetées dans différentes localités de la ville au nom de chaque chef de ménage. Les enfants ayant un statut économique favorable s'achètent des parcelles en leur nom personnel pour installer leur famille conjugale. Sarata parle d'un fils de sa coépouse qui a construit une maison en étage comme son nouveau habitat. Ceux qui ont un statut socio-économique faible s'installent dans des zones non loties avec l'espoir de bénéficier un jour d'une parcelle lotie. C'est le cas de ses deux fils qui habitent la zone non lotie de Taabtinga. C'est pourquoi, le déguerpissement à la base de la dislocation familiale est perçu comme un bouleversement des modèles traditionnels de vie, générant ainsi une souffrance sociale dont elle continue de chercher les origines.

L'origine de cette souffrance n'est pas le fait des hommes mais celle de Dieu :

« C'est Dieu qui a amené cela. Dans le Coran des musulmans ; il a été dit qu'à l'approche de la fin du monde, ceux qui vivent en brousse viendront à la maison et ceux qui sont à la maison iront en brousse. C'est comparable à notre situation. Nous étions en centre ville, nous sommes maintenant en brousse, ceux qui sont en brousse, s'ils ont l'argent, ils occupent la ville; dans le coran, il est écrit ainsi. Je rends grâce à Dieu et je sais que c'est la volonté de Dieu, c'est lui qui a amené ce problème... Personne n'est responsable. C'est Dieu seul » (Sarata, 67 ans)

La qualification du déguerpissement comme un prélude à « la fin du monde » n'est pas seulement mise en relation avec sa situation personnelle mais aussi avec le monde qui l'entoure. Elle ne trouve pas de réponses dans les expériences collectives de la cité, encore moins dans son histoire familiale. Le changement de l'habitat apparaît comme une forme de remise en cause de la propriété foncière (Bresse et al, 2010) qui remet en cause la représentation de « chez-soi ».

La distinction des urbains en « ceux de la brousse » et « ceux de la maison » renvoie en réalité aux notions de l'étranger et de l'autochtone. Pour saisir le discours de classification de Sarata, je convoque les travaux de Jaglin sur le peuplement de la capitale. L'auteur distingue les autochtones installés au cœur de la ville près des cercles de pouvoir politique et les ruraux, attirés par la ville « nouvelle » qui à défaut du centre se sont installés dans la périphérie, espaces naguère « méprisés » (Jaglin, 1995a). Leur venue des villages en ville remonte aux années 1960-1970 à un moment donné où le contexte économique était propice. Bien que n'ayant pas été scolarisé, elles ont su au prix d'un travail laborieux acquérir un revenu suffisant pour se construire une maison, fonder un foyer (Roth, 2010) en ville. Dans ce contexte, Sarata perçoit son installation à la périphérie comme une dépréciation de son statut social. A ce titre, le déguerpissement en remet en cause l'autochtonie, c'est-à-dire l'appartenance à un territoire et à une communauté locale (Bresse et al, 2010).

Au fur et à mesure que le temps passe, Sarata s'interroge sur le rôle de la mairie de sa nouvelle condition de vie. La commune de Bogodogo devient la cible des critiques au cours de nos entretiens. En effet, la mairie avait prévu la construction d'un marché dans le quartier. Une dizaine d'années après leur installation, le marché n'est pas toujours mis en place. Aussi après avoir payé les taxes d'occupation d'un hangar, elle pense que la mairie les a oubliés. Dès lors, elle se rend plusieurs fois à la mairie pour demander la suite à donner au projet de construction du marché. Des sentiments de rébellion et de colère l'animent au point qu'elle me répète que « la mairie ne sait pas qu'elle existe et que par conséquent, elle ne veut plus participer aux activités politiques quand elle est invitée ». Elle traite du reste, les politiciens de « menteurs parce qu'ils ne tiennent pas leurs promesses ». Finalement, en 2013 le marché devient une réalité. Elle gère un étalage de condiments au marché du quartier.

Cette critique de l'action communale renforce le sentiment d'être relégué au statut d'étranger, à une forme d'invisibilité sociale. Par conséquent, elle a l'impression de ne pas être pris en compte, de ne pas être « reconnue » dans sa singularité du simple fait d'habiter la périphérie. C'est dans ce sens social et politique, que la périphérie renvoie au sentiment pour certaines populations d'être oubliées par les pouvoirs politiques (Augé, 2012).

Cette perception défavorable de la périphérie est renforcée par le fait qu'elle ne peut plus se déplacer vers le centre ville sans une aide. Le risque de la solitude des individus relocalisés se renforce quand les capacités de mobilité de la personne vieillissante s'amenuisent. Aussi, elle raconte qu'elle va rarement au centre ville car le déplacement occasionne des coûts financiers et humains. Il lui faut le prix du taxi ou bien trouver une personne qui va la déposer en motocyclette. Elle raconte qu'elle peut passer un mois sans se rendre « en ville » et d'autant plus qu'elle commence à ressentir des douleurs au niveau de la cheville droite qui l'oblige à une automédication.

La désaffiliation sociale ne se réduit pas donc seulement aux liens construits avec la filiation (agnatique ou utérine) et au sein de réseaux de sociabilité mais aussi à la relation à l'environnement chargé de toute une vie. Des sentiments de nostalgie et parfois de colère sont éprouvés aux premiers moments du déguerpissement. Au fil du temps, les individus s'habituent, s'adaptent et se réinventent une nouvelle identité. Cette capacité d'invention

dépendra des ressources ultérieures cumulées, mobilisables de la part des solidarités familiales et parfois de la solidarité collective.

Conclusion

L'expérience du déguerpissement repose sur des données objectives et sur le regard subjectif d'une femme âgée sur ses conditions de vie. En tant que mode d'aménagement du territoire urbain, le déguerpissement a façonné la trajectoire de la famille de Sarata qui passe d'un état de « vivre ensemble » à un autre de « vivre séparé » à un moment du parcours de vie. Changer de domicile à un âge avancé contre son gré est susceptible d'engendrer des phénomènes de paupérisation, tout en soulevant la question de comment faire famille à distance. En plus, j'ai montré que ces phénomènes de désaffiliation sociale et « territoriale » entraînent une crise de l'habitabilité du nouveau territoire. Loin de la ville avec ses centres commerciaux, loin de certains de ses enfants, le fait de déguerpir, de perdre son statut social participent de la transformation d'une identité sociale. Le territoire au cours du vieillissement dans une situation de changement de logement pose non seulement la question du rapport de la personne vieillissante à l'espace ancien et nouveau mais aussi à la conquête d'une nouvelle identité sociale. Conquête pour trouver une activité, pour se construire un nouveau réseau social et pour finalement circuler vers le centre ville. L'habitat et le quartier ne sont donc pas seulement un logis, un espace physique, mais ils sont chargés d'une histoire, d'une valeur, d'un symbole participent au bien-être dans le territoire. La mobilité urbaine met à jour l'ambiguïté de la nature de la ville, comme lieu des opportunités et des menaces (Simone, 2004) et appelle alors à repenser la politique urbaine.

BIBLIOGRAPHIE

Augé, M. (2012), *Pour une anthropologie de la mobilité*, Paris : Rivages poches, Petite bibliothèque (1ère édit. 2009).

AbdouMaliq, S. (2004), « Autour d'un livre » in *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*, Durham: Duke University Press.

VV.AA. (2007), *Politique africaine*, 2007/3 N° 107, p. 189-203. DOI : 10.3917/polaf.107.0189

Beucher, B. (2010), « le mythe de l'Empire mossi. L'affirmation des royautes comme force d'accompagnement ou de rejet des nouveaux pouvoirs centraux, 1897-1991 » in M. Hilgers, J. Mazzocchetti, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Kathala, pp. 25-50.

Blanc, N. (2010) « L'habitabilité urbaine » in Coutard Olivier, Levy Jean-Pierre (dir.), *Ecologies urbaines*, collection villes, Economica, Anthropos, pp. 151-186.

Bresse, M-P., Fortin, A., Després, C. (2010), « Se réinstaller après une relocalisation résidentielle involontaire : entre appréciation de son milieu et deuil de l'ancien », *Lien social et politiques* n°63, pp. 133-141.

Compaoré, G. (1993), « Dynamique urbaine et problèmes environnementaux à Ouagadougou, Burkina Faso » *Berichte des sonderforschungsbereichs*, 268, Bd. 1. Frankfurt a. M. pp. 33-45.

Certeau (de), M. (1990), *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, Gallimard Folio essais, 350p.

- Biehler, A., Le Bris, E. (2010), « Les formes d'opposition aux politiques de la ville à Ouagadougou » in M. Hilgers, J. Mazzocchetti, *Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso*, Kathala, pp 133-150.
- Biehler, A. (2006), « Renouveau urbain et marginalisation. Le cas du centre-ville de Ouagadougou, Burkina-Faso », in *Tiers-Monde*, tome 47, n°185, pp. 57-78. DOI: 10.3406/tiers.2006.5650 http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2006_num_47_185_5650
- Le Blanc, G. (2007), *Vies ordinaires. Vies pratiques*, Edition du seuil. Collection « La couleur des idées » 294p.
- Fourchard, L. (2000), *De la ville coloniale à la cour africaine. Espaces, pouvoirs et sociétés à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso (Haute-Volta), fin XIX^e siècle- 1960*, Paris : L'Harmattan, 428 p.
- Fournet, F., Meunier-Nikiema, A., Salem, G. (2008), *Ouagadougou (1850- 2004), une urbanisation différenciée*. Collection Petit Atlas urbain. IRD Editions.
- Marie, A. (1999), « Politique urbaine : une révolution au service de l'Etat », *Politique africaine*, Mars, n.°33, pp. 27-38.
- Guissou, B. (1995), *Burkina Faso, un espoir en Afrique, Coll. Points de vue concrets*, L'Harmattan : Paris, 217p.
- Jaglin, S. (1995a), « L'insertion par le haut : régularisation foncière et citadinisation dans les périphéries de Ouagadougou (Burkina Faso), in A. Philippe, B.D. Abdoulaye (dir.), *La ville à guichets fermés ? Itinéraires, réseaux et insertion urbaine*, IFAN/ ORSTOM, pp.181-1998.
- Jaglin, S. (1995b), *Gestion urbaine partagée à Ouagadougou. Pouvoirs et périphéries (1983-1991)*, Karthala-ORSTOM, Coll. Hommes et Sociétés, 659 p.
- Kessel, G. (1999), « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine », *Revue française de sociologie*, Vol.28. n.°2, pp. 71-94.
- Ouattara, S. (2007), *Gouvernance et libertés locales*, Paris : Karthala, 248 p.
- Roth, C. (2010), « Les relations intergénérationnelles sous pression au Burkina Faso », *Autrepart*, 2010/1 n.° 53, p. 95-110. DOI : 10.3917/autr.053.0095
- Rouamba, G. (2012), « dynamiques d'autonomisation financière des femmes âgées et rôle de cette autonomie dans la prise de pouvoir (gris).que signifie le pouvoir gris en Afrique ? » *Gérontologie et société*, 2012/4 n° 143, pp. 189-206. DOI : 10.3917/gs.143.0189
- Sissoko, M.,et al. (1999), *La protection sociale au Burkina Faso. Eléments pour un plan d'action en vue d'une gestion prospective*. Etudes et travaux du Réseau RPS/AOC N°4 du Centre de recherche pour le développement international, 65 p.